

6. agences abusives

Agences abusives et abus d'agence

Par Anna Von Reitz

Informations fournies à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican concernant nos revendications, 6 mars 2005, 19 janvier 2023, en seq:

Bien que notre demande de liquidation des sociétés municipales hébergées dans le district de Columbia, ainsi que la liquidation de leur cité-État international indépendant non autorisé, intervient également en réponse au génocide commis par ces sociétés commerciales, nous nous sentons obligés d'exposer le contexte du génocide à la suite d'une fraude et d'une non-divulgence intéressées dans l'abus de confiance, qui est maintenu contre la population de ce pays depuis plus de 150 ans.

Nous avons déjà démontré comment les services fournis par les sous-traitants fédéraux ont été étendus sans notre autorisation par les sous-traitants eux-mêmes, comment le coût facturé pour tous ces services non consensuels a également été augmenté dans la stratosphère par ces mêmes sociétés municipales agissant sans aucun respect pour "raisonnable et coutumier" limites, et comment tout cela a été dupliqué afin que nous devions payer pour deux ensembles complets d'employés fédéraux, un pour faire le travail réel et un pour les regarder travailler.

Tout cela est déjà assez grave, mais cela est pâle par rapport aux grandes fraudes qui ont conduit et permis à ces intérêts commerciaux voilés d'abuser et de frauder leurs employeurs et partenaires conventionnels et les débiteurs de services commerciaux de cette manière et tous sous la couleur du droit.

Le début de la série actuelle de fraudes internationales a commencé en Angleterre avec Henry VIII et les Enclosure Acts et a été pratiquement achevé en Angleterre en 1763, lorsqu'une série d'actes du Parlement et de remerciements aux traités a entraîné la mise à terre de la loi sur l'amirauté et le déplacement de la loi. du Land à des fins d'administration publique.

Cette action et la divulgation de son résultat n'ont pas été partagées avec le public à ce moment-là ou à tout moment par la suite, pour la très bonne raison qu'elle a été entreprise dans des conditions de fraude et a entraîné la conversion illégale des actifs appartenant au peuple anglais, irlandais. , L'Écosse et le Pays de Galles en actifs du monarque et de la Couronne britanniques. Il a également modifié la compétence et la forme de la loi pour accélérer les saisies illégales de biens privés et les abus de la population civile sous des présomptions de statut politique réduit: les personnes en mer ne bénéficient pas de la protection des personnes sur la terre.

Tout cela a été entrepris par fraude, car le roi Henri VIII, même s'il a obtenu sa propre tenue en Angleterre, n'était qu'un "roi parmi les nombreux rois résultant de la conquête normande, et ne semblait être primordial qu'en conséquence du butin affluant de son travail réel de surveillant du Commonwealth.

Cela a conduit les intérêts du Saint-Empire romain germanique à saisir les actifs de l'Angleterre, de l'Irlande, de l'Écosse et du Pays de Galles à ce qui, commodément, semblait être les mains d'un roi protestant. Ces actions et les lois de clôture qui les soutiennent étaient toutes frauduleuses et illégal et tous promus par des intérêts commerciaux agissant dans l'intérêt personnel et aux dépens du grand public.

Après le grand incendie de Londres en 1666, l'arnaque de la Municipal Corporation a été ajoutée au mélange, et nous voyons une fois de plus le modèle: conversion illégale des actifs fonciers (personnes) en biens maritimes (personnes) à leur insu ou sans leur consentement, faite en tandem avec un changement non déclaré de la forme de loi utilisée à des fins d'administration publique, suivie quelques années après par la création de fiducies municipales Cestui Que Vie, gérées par des dirigeants de Son Tort embauchés en tant que fiducies publiques et, bien sûr, elles sont administrées en faveur des sociétés municipales incriminées.

Le même régime exact de dépouillement d'actifs illégaux, illégaux et immoraux promu en Angleterre, en Écosse, en Irlande et au Pays de Galles par les mêmes joueurs de la Municipal and Crown Corporation a été appliqué en Amérique, avec la torsion qu'ils ont dû excuser leur prise de contrôle de notre administration publique et la changement de notre forme de loi, en affirmant que notre gouvernement américain était "absent", "en interrègne", présumé perdu en mer". Ils ont dit ce grand mensonge au reste du monde et ont fait tout cela en même temps qu'ils étaient payés pour exécuter nos contrats constitutionnels et nous fournir un "bon service de foi".

Les auteurs de tout ce crime contre le peuple et les gouvernements nationaux ont utilisé la ville intérieure de Londres et le district de Columbia comme base d'attache pour leur piraterie intérieure, et plus tard, comme nous l'avons vu, ont créé une ville internationale frauduleusement organisée "indépendante". -état "pour eux-mêmes hors de la ville de Washington située dans le district de Columbia.

En 1864, le Parlement britannique, clairement en prévision, a adopté la "Naval Agency and Distribution Act" et a nommé le secrétaire d'État (territorial) des États-Unis comme officier responsable de leur changement illégal d'administration publique et des opérations de sauvetage frauduleuses qui en découlent accélérées par amirauté Law à terre.

Une ruse et une utilisation similaires des "enclaves" souverains et de la loi sur l'amirauté à terre ont été utilisées pour dépouiller et battre les actifs non gagnés des pays du Commonwealth. Dans le cas de l'Australie, ces pirates opérant en tant que sociétés d'État et municipales britanniques se sont installés sur l'île Norfolk, et nous avons des preuves raisonnables qu'ils se sont également installés sur l'île de Mann, et ont pleinement l'intention d'étendre leurs opérations à la Chine tout en opérant à partir des îles Mariannes, l'une de nos possessions.

Ce ne sont pas des gouvernements, ce sont des sociétés commerciales qui fournissent des services gouvernementaux, usurpent et parasitent et dépouillent les nations et les gouvernements réels, tout en étant payés par ces mêmes gouvernements pour des "services de bonne foi" stipulés".

Ils agissent toujours sous la couleur ou la loi et l'apparence de la propriété, tout comme le roi Henry VIII l'a fait lorsqu'il a imposé illégalement, illégalement et immoralement les Enclosure Acts en Grande-Bretagne --- et ils utilisent toujours les membres des barreaux connus sous le nom de Bar Attorneys dans leur en tant que membres d'une compagnie de théâtre et de divertissement enregistrée pour donner la couverture de la fraude, car ils pratiquer leur propre droit administratif des sociétés et leur droit étranger de l'amirauté et des affaires maritimes dans les palais de justice et les tribunaux du dossier de la victime. Ces avocats agissant en tant qu'acteurs doivent nous fournir, au public offensé, "l'apparence de la justice", conformément aux règles fédérales de procédure civile adoptées par ces artistes bunko basés en Grande-Bretagne.

Le but apparent de ces organisations est depuis longtemps de promouvoir le piratage intérieur et l'enrichissement injuste, en utilisant les enclaves "urbaines" et "fédérales" comme bases pirates. Les aspirations politiques des délinquants semblent se résumer comme une forme de «féodalisme d'entreprise» dans laquelle les sociétés d'État municipales et britanniques et leurs officiers gouvernent en tant que despotes sur le peuple ils sont censés servir.

Nous pensons avoir démontré une mauvaise foi préméditée de la part du Parlement britannique avec l'adoption de la Naval Agency and Distribution Act de 1864, et leur non-divulgation en Amérique du bureau et de l'officier responsable de leurs créances de sauvetage et hypothèques de dette contre les actifs des propriétaires prétendument "absents.

Toute cette violation flagrante de la confiance et de la criminalité a été accélérée par l'utilisation abusive, les abus et les erreurs de direction des forces armées territoriales sous la couleur de la loi, l'application erronée du droit administratif privé, l'application erronée du droit maritime et l'application erronée de la loi sur l'amirauté sur la terre. et le sol, et un système de fraude formel, délibéré et répété contre leurs employeurs et bienfaiteurs.

Pour administrer et accélérer les avantages de ces actes de fraude, de force et de violation de la confiance exercés sous la couleur de la loi contre leurs employeurs, les auteurs ont embauché une autre couche d'employés, appelée «personnel d'agence», pour faire leur sale boulot pour eux.

Ces agents sont étrangers vis-à-vis du grand public et non déclarés --- c'est-à-dire que les victimes ne sont pas informées qu'elles sont adressées par des agents d'un gouvernement étranger. Cela permet ensuite aux auteurs de fonctionner secrètement et de profiter de la confiance et du respect naturels que les gens ont eu jusqu'à présent pour ce qu'ils croyaient être leur gouvernement, mais qui est en fait une société d'État étrangère à but lucratif municipale ou britannique exploitée en Breach of Trust and Service Contract.

Il y a des centaines de ces "agences" et des milliers de ces "agents" non déclarés et la plupart d'entre eux pensent qu'ils travaillent directement pour le gouvernement actuel de ce pays, alors

qu'en fait ils sont au mieux des sous-traitants de sous-traitants, n'ayant aucune autorité accordée, pas de fonction élue, et aucune autorité déléguée, quelle qu'elle soit, tout en constituant le "Code administratif" et faire respecter cela comme une loi mal appliquée au peuple de ces cinquante États-nations souverains et indépendants.

Le Congrès territorial a été réprimandé à plusieurs reprises par la Cour suprême pour son manquement à ses responsabilités et à son propre travail, plus récemment dans *West Virginia c. EPA*, dans lequel le tribunal a réitéré et renforcé la décision de la Cour suprême du Tennessee dans *Norton c. Shelby County* il y a plus d'un siècle: le Congrès ne peut céder ses pouvoirs législatifs sur nomination à aucune agence, comme l'EPA, et l'EPA et les agences municipales et territoriales similaires ne sont pas autorisées à appliquer leurs codes administratifs comme s'ils étaient liés à la loi pour nous, le peuple et nos biens dans ces États de l'Union.

Malgré ces décisions répétées de la Haute Cour chargées de guider leurs activités, ces sous-traitants de la Couronne britannique et de la Municipal Corporation continuent de mal adresser les membres de notre grand public et utilisent en double leurs propres sous-traitants secondaires, les soi-disant agences fédérales, pour le faire par évasion de la directive de la Haute Cour.

La raison la plus probable de l'existence et de l'utilisation de ces soi-disant agents fédéraux et agences fédérales a été d'introduire une couche de déni plausible entre les auteurs et leurs agents, qui sont menti et tenus ignorants par divers moyens, afin que ils commettent des crimes qu'ils ne commettraient pas autrement et fournissent à leurs employeurs les résultats qu'ils souhaitent, mais pas la responsabilité directe. Nous espérons que les sociétés d'État britanniques et les sociétés municipales tenteront de blâmer ces agences et leur personnel pour leurs propres crimes et s'efforceront d'utiliser ces mercenaires et ces bénévoles comme boucs émissaires.

Le caractère répétitif des stratagèmes de fraude et des actes législatifs prémédités mis en place à l'appui des activités illégales de ces sociétés dément toute possibilité qu'elles soient innocentes dans ces domaines. La tromperie chronique de leurs agences et de leur personnel d'agence via la falsification des enregistrements et la production de faux dossiers personnels ainsi que leur incapacité à éduquer et à divulguer pleinement leurs opérations à ces employés, et le fait de ne pas diriger correctement les activités de leurs sous-traitants, tous se dressent contre eux et offrent des preuves directes supplémentaires que ces sociétés d'État municipales et britanniques ont frauduleusement et dans leur propre intérêt agi en tant que gouvernements sans être des gouvernements, a usurpé leurs employeurs en violation de la confiance et a promu un cours de violence illégal qui a coûté des millions de vies et des milliards de dollars en pertes de biens et en charges frauduleuses évaluées contre leurs employeurs comme gonflées non consensuelles frais de service, intérêts sur dettes inexistantes, duplication des efforts, sape leurs employeurs dans les négociations commerciales, vente des biens de l'employeur sous fausse représentation, évasion de leurs obligations auto-affirmées en vertu des constitutions fédérales, stratagèmes de substitution, abus de la loi pour créer des juridictions artificielles et d'amirauté contre nature sur le terrain, création de présomptions légales dans l'intérêt d'une fraude constructive, utilisation d'agents étrangers non déclarés pour créer des documents d'enregistrement et d'inscription non divulgués servant à dénaturer, à des millions d'Américains, utiliser ces activités susmentionnées pour créer des fiducies publiques non divulguées et des activités encore plus illégales, illégales et immorales

pillant systématiquement les fiducies publiques qui en résultent en tant qu'exécuteurs de Son Tort.

Les sociétés d'État territoriales britanniques agissant en tant que sous-traitants militaires fédéraux continuent d'utiliser des médecins secrètement enrôlés comme officiers non déclarés, c'est-à-dire des «médecins médicaux», comme agents non déclarés, et les déploient pour obtenir des contrats d'enregistrement non divulgués de nouvelles mères. Cette paperasse promue et collectée par ces agents étrangers non déclarés confère à la British Crown Corporation une participation dans le bébé, une participation dans le nom du bébé, et leur permet de mal caractériser le bébé en tant que "citoyen des États-Unis", responsable pour toutes les dettes de la Municipal Corporation complice
Sous-traitant.

Cette arnaque de paperasse vise à promouvoir un faux récit, que nos mères nous ont volontairement remis à l'agent du monarque britannique sur un champ de bataille, qu'elles ont agi en tant que mères non mariée, qu'elles nous ont également volontairement mal identifiés en tant que "citoyens des États-Unis" et ont sciemment agi comme informateurs contre nous, car nous étions des bébés dans nos berceaux.

Ce n'est, bien sûr, rien d'autre qu'une fraude et une violation flagrantes de la confiance par des fonctionnaires, promues à l'insu ou sans l'accord consensuel des victimes; les mères n'ont reçu aucune divulgation sur les documents ou les résultats qu'elles auraient, et les bébés étaient beaucoup trop jeunes pour avoir des connaissances.

Cette même utilisation exacte et non divulguée des médecins en tant qu'officiers en uniforme enrôlés sous licence et déployés en tant qu'agents non déclarés des sociétés d'État britanniques incriminées hébergées dans le district de Columbia et ailleurs, joue un rôle dans la campagne de génocide actuelle et en cours, où les médecins et les patients sont mal informés et encouragés à accepter volontairement l'injection de substances étrangères et inconnues frauduleusement promues comme "vaccins" protéger contre une nouvelle maladie infectieuse qui a été développée et brevetée par les mêmes sociétés britanniques de la Couronne et des municipalités qui sont responsables de tout le reste de cela.

Après le fait que nous découvrons que ces injections n'étaient pas des vaccins selon la définition standard, n'ont pas du tout été testées par les fabricants ou n'ont pas réussi les tests de sécurité --- et ont quand même été libérées, que ces "vaccinations" contenaient toutes sortes de substances nocives y compris l'ARNm étranger conçu pour modifier le génome humain et rendre les destinataires génétiquement Organismes modifiés (OGM) --- et donc, biens mobiliers appartenant aux titulaires de brevets coupables, ainsi que poisons mortels, parasites biologiques, oxyde de graphène, polyéthylène glycol, antennes nanobots auto-assemblées, facteurs de coagulation sanguine étrangers et maladies biologiques exotiques agents, comme les hydra-parasites d'eau douce génétiquement modifiés et les œufs d'un ver de cœur de mouton originaire du Moyen-Orient.

Tout ce cocktail de crud a été poussé directement dans la circulation sanguine de milliards de personnes innocentes par ces sociétés britanniques et municipales non responsables et leurs agents non déclarés, les professionnels de la santé agréés et leur Glee Club de professeurs

d'université malhonnêtes et contraires à l'éthique, tous menacés de la perte de leurs licences (médecins médicaux), subventions (universités) --- en même temps, séduit pour accompagner cette atrocité du génocide par de généreuses récompenses monétaires pour eux-mêmes et pour leurs institutions.

Les fabricants de ces clichés, pensant qu'ils ne pouvaient pas être tenus responsables de la responsabilité du fait des produits, ont accepté tout ce régime illégal, illégal et grossièrement immoral pour gagner de l'argent, et leurs PDG pointent maintenant vers le DEFENSE DEPARTMENT, INC., Et DOD, INC., Et le PENTAGON, INC., Comme ceux qui ont ordonné que tous ces hideux composants expérimentaux soient inclus dans le faux".

Les soi-disant «décès excédentaires» montent en flèche à hauteur d'un quart de million de décès supplémentaires chaque mois dans ce seul pays.

Nous souhaitons que toutes ces sociétés municipales et toutes leurs sociétés affiliées, franchises, filiales et partenaires de la Couronne britannique soient liquidées en faveur des personnes vivantes qui ont été assassinées et blessées, menties, menties, déformées, disséminées, et fraudé - et en faveur de leurs gouvernements nationaux légaux.

Nous souhaitons que la longue histoire d'activités illégales pernicieuses et destructrices promues par ces deux groupes complices de sociétés d'État municipales et britanniques, ainsi que leurs franchises et agences mal dirigées, prenne fin de façon permanente par liquidation ou déchéance en faveur de leurs créanciers préférentiels, y compris les gouvernements légaux de leurs nations respectives.

Délivré par:

Anna Maria Riezinger, fiduciaire

États-Unis d'Amérique

En charge de l'encadré 520994

Big Lake, Alaska 99652

8 avril 2023

Voir cet article et plus de 4100 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

Revision #3

Created 22 February 2025 23:32:26 by Bee

Updated 23 February 2025 02:24:55 by Bee